

Le Malaïwi, un anti-modèle en Afrique australe ?

PAYS ouvertement capitaliste et conservateur dans un environnement régional qui affiche des pratiques, ou un discours, socialisants, le Malaïwi a choisi, dès l'indépendance en 1964, la voie longue et difficile du développement par l'agriculture. Malgré l'état de profond sous-développement agricole et industriel hérité de la colonisation britannique, son enclavement géographique et l'absence de toute ressource minière exploitable, le pays a pu connaître, jusqu'aux années 1976-77, des taux de croissance économique de 6 à 7 % par an. Sa production agricole est aujourd'hui supérieure aux nécessités de sa propre couverture alimentaire, alors que la pénurie frappe ses voisins. Le Malaïwi, qui a noué dès 1971 des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud (même si cette politique du « dialogue » a connu depuis des hauts et des bas), est maintenant membre de la SADCC (Southern African Development Coordination Conference) et de la Zone d'échanges préférentiels d'Afrique orientale et australe. Il entretient de bonnes relations avec ses voisins africains et, de paradoxes en politiques pragmatiques, a pu conserver un relatif degré d'indépendance économique et politique dans une région où les pressions extérieures en ce domaine sont fortes.

Au cours de ses vingt années d'indépendance, le pays a souvent pris les allures d'un « anti-modèle » dans son environnement régional, et cela tant sur le plan de sa politique intérieure que sur celui de sa politique étrangère. Ici, même si plusieurs facteurs historiques et structurels ont joué, une grande importance revient au rôle du Dr Hastings Kamuzu Banda, l'homme qui, après avoir « brisé » la Fédération d'Afrique centrale au début des années soixante, s'est assuré la maîtrise du pouvoir qu'il détient encore aujourd'hui.

Les développements politiques internes ont été marqués par la recherche d'une solution pratique au problème posé par l'autoritarisme du président Banda : comment entretenir un jeu politique actif, avec ce que ces activités comportent comme avantages, sans subir les risques et les inconvénients résultant de l'omniprésence politique du Dr Banda ? La plupart des membres de la classe politique ont à la fois compris et défini les règles du jeu politique. Moyennant un soutien inconditionnel au pouvoir du Président et de quelques-uns de ses proches, ils ont pu renforcer leurs privilèges politico-économiques. Les quelques personnalités, souvent d'un rang important, qui ont voulu ou semblé vouloir transgresser ces règles ont été mises « hors pouvoir », prenant les chemins de leurs villages, de la prison, de l'exil, lorsqu'elles n'ont pas disparu (1). De son côté, H. Banda a su, dans les circonstances historiques de l'accès à l'indépendance, fédérer les tendances nationalistes et mobiliser la population, moyennant néanmoins l'exil de politiciens progressistes et la mise au pas d'une partie de la population (enseignants, fonctionnaires, par exemple).

Le parti unique, le MCP (Malawi Congress Party), assure l'encadrement général et permanent des couches sociales. L'efficacité et l'organisation du MCP, dont les structures évoquent le modèle marxiste-léniniste, permettent de pratiquer mobilisation et répression, clientélisme et coercition : totalisant, le régime n'est pas fondamentalement totalitaire. Les performances du MCP (qui fait, semble-t-il, des envieux chez les dirigeants des voisins immédiats du Malawi) reposent néanmoins largement sur la peur, diffuse à tous les niveaux, dans les villages, dans les administrations, à l'Université et au gouvernement. Chez les jeunes, en particulier, la participation aux activités du MCP est justifiée par la crainte d'une dénonciation, de la perte d'un emploi ou de tracasseries administratives. Les arrestations arbitraires, sans être systématiques, ne sont pas rares. L'idéologie dominante, enfin, est largement conservatrice et pro-occidentale. Le régime a su y ajouter des demi-teintes « africanisantes » : de nombreux aspects de la vie traditionnelle ont été encouragés, voire réactivés. Par l'entremise d'une savante combinaison de culture rurale conservatrice (surtout chez les Achewa, principal groupe ethnique du pays) et de puritanisme protestant hérité des missions, le pouvoir a voulu repousser, tant bien que mal, les influences « perverses » du monde occidental.

Depuis l'indépendance, la politique étrangère du Malawi a largement évolué au gré des contingences économiques et de considé-

(1) En juin 1983, D. Matenje (secrétaire général du Malawi Congress Party), A. Gadama (responsable du parti pour la région centrale), et deux autres personnalités

politiques ont péri dans un accident d'automobile : ils formaient un lobby d'opposition au Président, ou du moins à son successeur possible, J. Tembo.

rations géopolitiques, toujours abordées de manière pragmatique. Quand, en 1964, plusieurs ministres « dissidents » du gouvernement de l'indépendance ont trouvé asile et tribune en Tanzanie et en Zambie et que les relations entre ces pays et le Malaïi se sont tendues, H. Banda a considéré que ses intérêts se situaient en grande partie au sud du Zambèze. Si les rapports avec la Rhodésie n'ont pas connu de réel développement, les liens avec l'Afrique du Sud ont été renforcés. En 1971, les deux pays ont échangé des ambassadeurs et, moyennant la défense de la thèse du « dialogue » et la présence de son attaché militaire à Lilongwe, l'Afrique du Sud a fourni prêts financiers et assistance technique au Malaïi, tout en l'assurant de son soutien politique et moral dans le conflit avec ses voisins africains. Pour H. Banda, une telle « alliance avec le diable » (selon son expression) permettait de réduire la dépendance économique et l'influence politique britannique. Plus fondamentalement, H. Banda a toujours affirmé que les clivages idéologiques devaient s'estomper devant les contraintes et les réalités économiques, mais aussi militaires et politiques, qui pèsent sur les pays d'Afrique australe, et en particulier les pays enclavés : de ce point de vue, les récents développements dans les relations entre l'Afrique du Sud, d'une part, le Mozambique et l'Angola, de l'autre, ne semblent pas lui donner tort. Parallèlement, le Malaïi, n'est pas devenu ce « Bandastan » que voulaient y voir certains opposants. L'aide sud-africaine n'a jamais pris des allures de cadeau économique et le Malaïi a ainsi pu conserver l'autonomie de ses politiques. Les alliances ont été diversifiées, selon les considérations pragmatiques du pouvoir, soucieux de s'adapter aux changements du contexte géopolitique : le Malaïi appartient à la SADCC et à la Zone d'échanges préférentiels d'Afrique orientale et australe. Les sources d'aide et de financement ne se limitent pas à l'Afrique du Sud et à la Grande-Bretagne, mais incluent d'autres États européens, ainsi que les États-Unis, Israël, Taïwan.

Avec l'affaiblissement progressif des mouvements d'opposition en exil, les relations avec la Tanzanie et la Zambie se sont régulièrement améliorées, même si des conflits territoriaux mineurs ont pu subsister jusqu'à une date très récente. Avec le Mozambique, les relations sont aujourd'hui normalisées. Le Frelimo a longtemps considéré avec méfiance ce voisin qui entretenait des rapports privilégiés avec Lisbonne depuis le milieu des années 1960. De même, plusieurs responsables mozambicains avançaient que des armes à destination de la RNM (Résistance nationale du Mozambique) transitaient par le Malaïi. Néanmoins, et cela dès la conclusion de l'accord de Nkomati avec Pretoria, le président Machel s'est rendu au Malaïi pour consacrer les bonnes relations entre pays « frères », proposant même d'abolir les passeports pour le pas-

sage des nationaux d'un territoire à l'autre. Enfin, le Malaŵi a effectué des dons importants de maïs pour aider le Mozambique.

Sur le plan économique, le pays est ouvert aux investisseurs étrangers, mais là aussi cette position n'est pas sans limites pratiques. « Les hommes d'affaires étrangers ne sont pas des missionnaires », déclarait H. Banda, tout en ajoutant : « Nous ne sommes pas une République bananière ». Le code des investissements est généreux mais sans outrances ; l'État encourage les opérations conjointes entre secteurs public et privé et, par ce biais ou par des interventions directes, il occupe aujourd'hui une position dominante dans la plupart des secteurs de l'activité économique. Toute une partie de la classe politique moyenne et supérieure a pu ainsi fonder son accumulation de capital, ou simplement son enrichissement, sur ce rôle économique de l'État.

L'émergence de la bourgeoisie malawite est en soi un bel exemple des paradoxes qui résultent souvent des réajustements auxquels se livre le pouvoir. Le processus de cette émergence a largement reposé sur le développement des plantations de tabac qui, de la fin des années soixante à 1977, a fourni au pays et aux capitalistes malawites en herbe un volume considérable de ressources. Les besoins en main-d'œuvre ont crû avec la multiplication des plantations. Diverses mesures, et tout particulièrement la manipulation à la baisse des prix payés aux petits producteurs par la Caisse de commercialisation malawite, ont permis un transfert de la force de travail rurale vers l'emploi salarié sur les plantations. D'un optimisme débordant en matière d'expansion, les autorités ont alors décidé de mettre fin aux mouvements migratoires de travailleurs malawites vers l'Afrique du Sud, allant même jusqu'à organiser le retour des travailleurs déjà sur place. Un « paradoxe » résultant d'une analyse très pragmatique, que ceux qui réduisaient le Malaŵi à l'état de réservoir de main-d'œuvre pour l'Afrique du Sud ont eu du mal à expliquer. De fait, le phénomène n'a duré que de 1975 à 1977 (les perspectives d'expansion du secteur des plantations se sont alors effondrées), mais il était significatif de la force des stratégies économiques du pouvoir (au centre desquelles figurait la construction d'une bourgeoisie nationale) et de leurs effets ; à sa manière, le Malaŵi entendait réaliser un des principaux objectifs des membres de l'actuelle SADCC : réduire la dépendance économique envers le voisin sud-africain.

La récession économique internationale et les effets de politiques à trop court terme au niveau national ont plongé le Malaŵi dans une crise sérieuse dès 1979. Aidé par le Fonds monétaire international, qui considère le Malaŵi comme un « élève modèle », le gouvernement a entrepris un redressement qui lui aussi reflète le pragmatisme dont savent faire preuve les dirigeants, et en particulier le président Banda. Les prix payés aux producteurs de cultures

de rente ont été relevés, les excès de l'agriculture de plantation ont été limités par diverses mesures (réduction de l'accès au capital et à la terre, fin des monopoles de culture par qualité de tabac), tandis qu'un assainissement des activités du secteur public était mis en œuvre. Les pressions exercées sur l'économie par le mouvement de constitution de la bourgeoisie nationale, et leurs coûts sociaux, menaçaient les équilibres politiques qui assuraient la stabilité du pouvoir. En mettant un frein, même provisoire, à ce processus, le pouvoir a fait preuve de réalisme et manifesté son autonomie envers cette classe récipiendaire encore fragile : c'est le paradoxe d'une classe en formation largement dépendante des bons offices de la direction d'un État qu'elle a pourtant investi de différentes manières.

Aujourd'hui, si la situation économique s'améliore lentement, de nombreuses incertitudes demeurent quant à l'issue des conflits d'intérêts déclenchés par la crise économique. La succession du président Banda, encore actif mais néanmoins très âgé, est, elle aussi, au centre des tensions grandissantes que l'on observe au sein de la classe politique. Forts de l'expérience de ces vingt ans d'indépendance, les Malawites et leurs dirigeants sauront-ils maîtriser les réajustements politiques et économiques qui accompagneront inévitablement la succession du président Banda ?